Houssem BRAIKI

Soutenance de thèse de Doctorat
qui se tiendra le mardi 15 mai à 9h00
à l'INAT
43, Avenue Charles Nicolle
cité Mahrajene (maison de l'eau) à TUNIS

Construction d'une démarche participative pour améliorer la gestion de l'eau et du sol

Une application aux politiques des aménagements de conservation des eaux et des sols en Tunisie Centrale

M.Marc BENOIT	INRA	Rapporteur
Mme. Sihem BEN ABDALLAH	CERTE	Rapporteur
Mme. Carole Sinfort	Montpellier SupAgro	Examinateur
Mme. Zohra LILI CHABAANE	INAT	Examinateur
M.Sami BOUARFA	IRSTEA	Directeur de thèse
M.Hamadi HABAIEB	INAT	Directeur de thèse
M.Julien BURTE	CIRAD	Invité
M.Amar Imache	LISODE	Invité

Résumé

En Tunisie centrale, l'intensification agricole de l'agriculture irriguée engendre des impacts environnementaux locaux et régionaux liés à une consommation accrue en intrants et ressources, dont l'eau et le sol. En faveur d'une agriculture plus durable et pour éclairer les politiques publiques de développement agricole, il est nécessaire d'évaluer les impacts des pratiques agricoles et d'aménagement de conservation des eaux et des sols (ACES), et ceci à l'échelle d'un territoire. La question est ainsi de savoir comment mettre en œuvre une démarche d'évaluation environnementale dans un contexte 1) de rareté de données fiables y compris statistiques, et de complexité des pratiques agricoles, 2) de proéminence des questions socioéconomiques sur les préoccupations environnementales 3) de méconnaissance de la perception des acteurs locaux sur ces questions et donc de difficulté à identifier des indicateurs pertinents (sur le plan scientifique et des acteurs) et mobilisables. Nous proposons une démarche innovante de conception et mise en œuvre d'une approche participative regroupant différents types d'acteurs, pour leur permettre d'appréhender mutuellement leurs logiques et leurs perceptions des impacts des pratiques agricoles et des ACES. Cette démarche est conçue pour produire de l'information de qualité en valorisant les savoirs locaux, partager et prendre en compte les perceptions des différents acteurs, et enfin construire des consensus pour contribuer à l'élaboration de politiques d'ACES plus efficaces. Elle a été structurée en deux grandes étapes : la conception en communauté de pratique articulée à un diagnostic rapide participatif systémique et la mise en œuvre d'ateliers participatifs. L'évaluation a mobilisé un double dispositif comprenant des observateurs extérieurs et une enquête de satisfaction auprès des participants. Elle s'appuie sur une grille d'évaluation de cette démarche, de ses produits et des effets induits à court terme. Le partage et la prise en compte des informations et des données

collectées, mais aussi des expertises et perceptions des différents acteurs, a permis de produire des informations jugées satisfaisantes ou très satisfaisantes par la totalité des participants. Cela a nourri les connaissances de la quasi-totalité des acteurs et a contribué à une dynamique constructive d'apprentissage collectif. Notre démarche a nettement contribué à l'évolution des perceptions et à une plus forte compréhension mutuelle des agents de l'administration et des agriculteurs. Un tableau de bord regroupant les indicateurs mobilisés par chaque acteur a été discuté et a permis de mettre en évidence convergences et différences dans leurs grilles d'analyse. La structuration progressive et adaptative de la démarche, les choix des acteurs, des lieux de réalisation des ateliers et le recours à un animateur neutre ont été des facteurs très importants pour l'engagement et la mobilisation des acteurs, en particulier au niveau central, dans cet espace opérationnel de concertation sur les enjeux territoriaux, les pratiques agricoles et les ACES. Ce travail démontre l'intérêt de l'intégration de l'ingénierie de la concertation et de l'évaluation environnementale au sein d'une même démarche et sa faisabilité dans un contexte difficile pour la mise en œuvre de politiques d'ACES.

Mots clés : approches participatives, conservation des ressources naturelles, indicateurs, impacts, évaluation, Tunisie